



# La croissance exige la relance numérique

Par Michel Combes



Alors que Nathalie Kosciusko-Morizet vient d'être nommée secrétaire d'État à la Prospective et au Développement de l'économie numérique, le président du club Énergies numériques plaide pour un plan ambitieux d'investissement dans les technologies de l'information.

**L'**ampleur, la vigueur, l'imprévisibilité de la crise mondiale, ont imposé aux États des réponses massives pour préserver les secteurs les plus durement impactés: banque et immobilier d'abord, automobile ensuite, investissement et consommation plus généralement.

Ces plans de relance sont et resteront nécessaires. Peuvent-ils pour autant être suffisants? La réponse me semble malheureusement négative. Car, en ne constituant que des mesures de sauvegarde de court terme, ils regardent trop vers hier pour vraiment garantir demain. Ils visent certes à parer au plus pressé; mais ils se concentrent sur des secteurs qui sont soit dans une phase de correction après une bulle spéculative (immobilier), soit dans une phase de restructuration dont la crise n'est que le révélateur (automobile). La manière dont les uns et les autres la surmonteront est bien évidemment importante. Mais la façon dont nous continuerons à développer, y compris dans un contexte de récession, les industries de l'avenir que sont les industries du numérique, est, elle, décisive de notre avenir. C'est la voie qu'indique Barack Obama en traçant les contours d'un plan encore plus ambitieux, tourné vers les *green technologies*.

Il faut donc un plan pour l'avenir, parce que ce n'est pas sur l'économie d'hier que nous bâtirons la croissance de demain. Il est urgent et indispensable.

Urgent: les investissements dans l'avenir, en R & D, en innovation et dans les technologies de l'information (informatique, multimédia, etc.), sont les premiers à être reportés dans une conjoncture récessive – en particulier dans les économies de petites et moyennes entreprises étranglées par le credit crunch.

Indispensable: la France connaît un retard structurel en matière de technologies de l'information, que ce soit en termes de production (difficultés pour nos sociétés innovantes de l'Internet, du logiciel, du jeu vidéo, à se développer dans notre pays) ou de consommation, nos entreprises étant structurellement moins bien équipées que leurs concurrentes. Un pays qui investit deux fois moins que ses voisins dans les technologies de l'information a plus que tout autre besoin d'un plan de soutien à ces technologies.

Or, ce plan existe: le plan «France numérique 2012» a été présenté par le Gouvernement à l'automne. Encore faut-il le doter des moyens de ses ambitions, et ne plus attendre pour les lui donner. Il faut également en définir les priorités: aux yeux des dirigeants membres du club Énergies numériques, elles sont au nombre de trois et résident toutes dans le soutien à l'innovation et aux entreprises.

« Rien ne serait plus dangereux

que de laisser la future rupture technologique se développer hors d'Europe, aux États-Unis et en Asie »

Nous avons, dès la présentation par Éric Besson de France numérique 2012, affirmé la nécessité d'un plan Marshall pour l'investissement technologique des PME. Il s'agit de répondre à une problématique fondamentale: comment éviter que nos petites entreprises, repoussant leurs investissements informatiques et technologiques, ne se retrouvent dépassées et hors d'état, à l'heure de la sortie de crise, de profiter du retour de la croissance? Une réponse techniquement simple existe: étendre le dispositif de crédit impôt-recherche à tous les investissements en équipements technologiques des entreprises petites et moyennes.

Les deux autres mesures sont européennes, car la relance numérique l'est intrinsèquement. La première: construire une véritable politique européenne de l'innovation. Le raisonnement est simple: les investissements d'aujourd'hui feront les Google de demain. Rien ne serait plus dangereux pour l'Europe que de laisser la future rupture technologique (et économique), qui ne manquera pas de se produire dans les cinq ans, se développer hors d'elle, aux

Etats-Unis et en Asie. En matière d'innovation, il faut que l'Europe et avec elle les grands pays, dont le nôtre, affirment leur vision; ils ont su le faire pour le GSM, ils doivent être capables de le refaire pour les nanotechnologies, les technologies vertes ou l'Internet des objets, qui fonderont les succès industriels à venir.

Ensuite, il faut mobiliser toutes nos énergies autour de cette vision: recherche, investissements en développement, coordination industrielle, tout doit converger pour faire de l'Europe le cœur de la croissance numérique. On ne peut que se réjouir de la

création par Valérie Pécresse des pôles d'excellence universitaire et de la promotion du projet de Silicon Valley francilienne. Cependant est-il raisonnable de limiter notre ambition en matière d'innovation à la région parisienne? Ne devons-nous pas, d'emblée, nous inscrire dans une dynamique européenne, avec une mise en réseau de tous les pôles d'excellence des Vingt-Sept?

La seconde mesure vise à libérer les énergies: il s'agit de favoriser le développement des réseaux en Europe. Dans le domaine du haut débit, le Vieux Continent a su prendre une avance qu'il ne doit pas perdre avec le très haut débit. La priorité est de donner aux

entreprises un environnement juridique stabilisé leur permettant de réaliser les investissements qu'exigent la fibre ou la 4G.

L'Europe peut s'inspirer des États-Unis qui ont toujours su mener des programmes massifs de soutien à leur économie. Souvenons-nous de la stratégie des autoroutes de l'information de l'Administration Clinton, portée par Al Gore. Après France Numérique 2012, un plan Europe numérique 2012 est indispensable, incarné par une personnalité européenne indiscutable. Pour que la relance n'oublie voire n'injurie pas l'avenir, il est donc nécessaire qu'elle soit numérique et européenne.